

# 390

# Domaine public

**J.A. 1000 Lausanne 1**

Hebdomadaire romand  
N° 390 13 janvier 1977  
Quatorzième année

Rédacteur responsable:  
Laurent Bonnard

Le numéro: 1 franc  
Abonnement  
pour une année: 48 francs

Administration, rédaction:  
**1002 Lausanne, case 2612**  
1003 Lausanne, Saint-Pierre 1  
Tél. 021 / 22 69 10  
C.C.P. 10-155 27

Imprimerie Raymond Fawer S.A.

Ont collaboré à ce numéro :

Rudolf Berner  
Claude Bossy  
Jean-Daniel Delley  
Nicole Duparc

## L'opinion publique confisquée

L'éditorialiste du journal « *Touring* » (23 décembre) « se sent gagné par l'inquiétude et le doute ». La Constitution fédérale serait de plus en plus dévalorisée; catalogue de principes et de lignes directrices, elle sombre dans la lourdeur de détails, juste dignes d'une ordonnance d'exécution. Le journal des usagers de la route deviendrait-il soucieux de formalisme juridique? Après la grande déclaration liminaire, il aborde ce qui lui tient à cœur, ou plutôt ce qui l'irrite, soit cinq initiatives populaires touchant aux transports, et qui seront soumises au peuple cette année ou l'an prochain: sentiers et chemins pédestres, démocratie dans la construction des routes nationales, pollution de l'air, douze dimanches sans voitures, contre le bruit des routes.

Remarquez la finesse de l'éditorialiste en question: pas un mot sur le fond de ces cinq demandes. Un seul reproche: elles se situent « largement en dehors du droit constitutionnel »; dans les thèmes abordés par ces initiatives, « rien de fondamental..., rien que des détails particuliers..., secondaires ». Et pour terminer en beauté, la caution d'une autorité, celle du chancelier de la Confédération qui se plaint que l'on se serve du droit constitutionnel à des « fins utilitaires ».

On pourrait sourire devant la maladresse de cette argumentation des milieux routiers qui cherchent ainsi à élever quelque peu le niveau habituel de leurs attaques contre ceux qui n'adhèrent pas à leur philosophie de la route.

Mais c'est une argumentation identique qui a sous-tendu tout le débat parlementaire sur les droits populaires; ce sont des motifs du même ordre qui ont convaincu les Chambres de fixer un délai de dix-huit mois pour faire aboutir une initiative et simultanément d'élever à 100 000 le nombre des signatures nécessaires.

Disons-le tout net: le *Touring-Club suisse*, comme la majorité du Parlement, la plupart des partis et des organisations économiques, se fichent

éperdument du droit constitutionnel. Plus simplement, les groupes de pression et la classe politique sont excédés par les nombreuses initiatives qui viennent perturber les décisions des « grands » de la vie politique suisse.

Tous les secteurs de la vie professionnelle et de l'activité sociale sont couverts par un réseau d'organisations bien structurées, et qui prennent en charge les exigences qui peuvent naître ici et là à propos de tel ou tel sujet. De quoi se mêlent les Organisations progressistes en intervenant sur la durée du travail? Franz Weber et les écologistes de tous bords n'ont pas à s'occuper des routes nationales, c'est là le domaine du TCS...

Le droit constitutionnel et sa pureté n'ont rien à voir ici, mais bien la lutte des grands qui se sont arrogés le monopole de l'expression de l'opinion publique et montent sur les barricades pour préserver leurs chasses gardées.

Car l'initiative populaire, c'est encore une possibilité pour des groupes restreints, pour des catégories de citoyens qui ne se sentent pas représentés par les grandes organisations de faire entendre une voix divergente. C'est une possibilité de signifier que des détails particuliers, secondaires, peuvent prendre une importance capitale, que l'accord existant sur les principes peut cacher des divergences quant à leur application.

En définitive, le constituant, c'est le peuple, et jusqu'à preuve du contraire on n'a pas trouvé meilleur juge pour décider de l'important et de l'accessoire, pour fixer les termes de la Constitution.

### DANS CE NUMÉRO

Pp. 2/3 : Courrier : le féminisme et la gauche — Pugilat pétrolier — Presse : un mariage réussi; p. 4 : Mouvements de quartier : les nouveaux militants; p. 5 : Centrales nucléaires : qui surveille qui?; p. 6 : Point de vue — Le carnet de Jeanlouis Cornuz; p. 7 : Publicitas en marche — Faut-il en rire?; p. 8 : Sociétés étrangères en Suisse : l'aimant zurichois — Dans les kiosques — Un poème de Georges Haldas.

## Le féminisme et la gauche

« Sera-t-il possible de libérer l'humanité sans tenir compte de l'oppression particulière que subit la moitié de la race humaine, c'est-à-dire les femmes ? » (S. Rowbotham. « Féminisme et révolution »).

Si les mouvements révolutionnaires de femmes y répondent par leur existence même, la gauche « classique » ou révolutionnaire peut se targuer d'une singulière constance de l'« évacuation » de ces problèmes.

L'exemple de « Lotta continua », importante organisation d'extrême-gauche italienne, est frappant à cet égard : lors d'un meeting tenu début décembre les femmes ayant, pour la première fois, véritablement pris la parole, afin de poser la nécessité et l'urgence de tenir compte de leurs revendications spécifiques, l'organisation s'est trouvée confrontée à une remise en question si fondamentale qu'on ne sait pas encore si elle va subsister comme telle ou voir s'opérer en son sein une scission définitive. Socialisme et féminisme ne peuvent-ils vraiment enfanter qu'un monstre hybride ?...

D'importants facteurs de la discrimination des femmes ne sont pas directement liés à l'organisation du domaine économique et les résistances constatées dans les pays socialistes à l'égard d'une émancipation réelle des femmes (et non pas seulement en fonction de la production) en sont un indice. La libération des femmes englobe d'autres revendications spécifiques, telle la remise en question de la famille, de la sexualité : il n'est donc pas pertinent de la faire dépendre de celle des travailleurs exclusivement : « La révolution économique n'est pas la panacée qui réglera à elle seule les contradictions de notre société » (Partisans. « Libération des femmes »).

En Suisse, tant les associations féminines dont le cheval de bataille est le travail et l'idéologie, l'égalité juridique, que les groupes de femmes in-

féodées à un parti politique, se condamnent à un réformisme des petits pas et réduisent le potentiel révolutionnaire féminin à s'enliser par le biais d'une intégration toujours plus grande. Les exemples foisonnent. Le rapport annuel 1973 de l'Alliance des sociétés féminines suisses en est un : « Nous ne sommes plus tant une organisation de femmes qu'une organisation pour les femmes. Nous luttons pour que la femme devienne une collaboratrice à part entière ». En janvier 1971, le groupe de femmes du PS mentionnait dans une lettre que « à la suite de l'obtention de nos droits politiques sur le plan fédéral, nous sommes toutes tombées d'accord pour, qu'à l'avenir, notre travail soit fait en parfaite collaboration avec nos camarades masculins et nous ne devrions plus continuer à travailler séparément mais, éventuellement, nous transformer en une commission féminine ». A la suite du Congrès des femmes suisses en janvier 1975 à Berne, dont le thème était « Collaboration dans l'égalité » et qui refusa d'amener le débat sur la question de l'avortement (...) — ce qui a d'ailleurs provoqué la tenue d'un anti-congrès — on peut, dans une certaine mesure, comprendre la question de Simone Guye (« La Suisse » 18 avril 1975) : « Les femmes romandes sont-elles animées d'un esprit révolutionnaire ?... Les aspirations des unes et des autres sont trop diverses pour qu'on puisse parler d'un féminisme passionné. La révolution n'est pas pour demain ».

\* \* \*

Il est urgent de mettre à jour cette absence d'une idéologie radicale qui s'attaquerait aux véritables nœuds gordiens : la sexualité, la famille et toutes les conséquences qui en découlent, notamment dans le domaine du travail.

L'oppression spécifique des femmes oblige à redéfinir le privé et le politique et c'est bien là un des problèmes essentiels que les socialistes s'obstinent à nier, dans les faits en tout cas. A Changhaï, le processus par lequel une victime sacrificielle, en l'occurrence Mme Mao Tse Toung, fut jetée en

pâturage aux masses chinoises, est révélateur. M.-A. Macciochi remarque à cet égard que, marxisme ou non, « la femme est toujours l'éternelle exclue du pouvoir philosophique, politique ou religieux » et que « celle qui intervient semble aussi obscène aux bigots théoriciens que la déesse Raison dansant toute nue dans Notre-Dame pendant la Révolution française » (cf. « Le Monde » 10 décembre 1976).

Si la Chine est bien loin de nous, il n'en demeure pas moins que, de Changhaï à Berne, cette attitude paternaliste fait preuve d'une singulière persistance... Une kyrielle d'exemples concrets illustrent ce fait, tel la brochure éditée en 1971 par le PS, en vue de recruter de nouvelles militantes : « Depuis le 7 février 1971, votre voix peut se faire entendre », « ... c'est ça la politique comme nous l'entendons, qu'en dites-vous ? », « notre politique sera toujours une politique des droits de l'homme », « celle qui n'est pas indifférente à la vie humaine n'est pas indifférente à la politique... Faire de la politique, c'est s'inquiéter de l'homme ».

\* \* \*

L'articulation des luttes de classes et des mouvements féministes révolutionnaires reste la pierre angulaire de tout véritable changement de société : l'élaboration stratégique rendant effective ce lien a généralement avorté en raison même des spécificités des revendications féminines.

A la différence de la classe ouvrière, qui n'aura nul besoin de capitalistes dans un système socialiste, la libération des femmes ne signifie pas l'élimination des hommes. Les relations affectives entre deux personnes occultent bien souvent les conflits qui pourraient surgir et ce facteur psychologique est de première importance pour la lutte féministe.

L'oppression des femmes diffère aussi de l'oppression de classe en ce qu'elle n'est pas le produit d'un système capitaliste, bien qu'elle prenne en son sein une forme particulière.

Tant la nécessité d'une sauvegarde de l'autonomie

des femmes, dans le cadre d'une stratégie commune avec la gauche, que la non-reconnaissance par une majorité d'hommes de classes sociales les plus diverses du « problème des sexes » et leur participation aux mythes réactionnaires de féminité-virilité a eu pour conséquence une union manquée.

\* \* \*

Une remise en question profonde garde plus que jamais son actualité. Il faut noter, par ailleurs, que la sauvegarde d'une identité féminine a poussé certains groupes tel le MLF à refuser toute stratégie commune avec la gauche. S'il est vrai que les barrières entre socialisme et féminisme ne sont pas tombées et ne tomberont pas d'elles-mêmes, des groupes féministes tel que « Femmes en lutte » (Genève et Lausanne) l'ont néanmoins bien compris et leur combat, tant théorique que pratique, reflète cette prise de conscience : « Il ne s'agit pas de choisir entre lutte de classe ou lutte de femmes. Il s'agit d'affirmer la lutte de femmes comme un aspect fondamental de la lutte des classes », sans oublier que « les tendances « lutte de classe » qui naissent et se développent dans le mouvement féministe n'ont pas élaboré une pratique suffisante parmi les femmes de la classe ouvrière pour pouvoir imposer leur ligne à l'ensemble du mouvement révolutionnaire. C'est essentiellement une question de temps et de maturation ».

Si nous restons là dans le domaine du potentiel, il est néanmoins certain que cette problématique socialisme-féminisme se posera toujours avec plus d'acuité.

La gauche dépoussiérera-t-elle son grenier idéologique ou continuera-t-elle à ne pas voir que « les luttes de femmes privent le marxisme de son ultime possibilité de retomber dans le réformisme économiste, dans la mesure où elles contribuent à poser en profondeur l'antagonisme des classes et ses conditions politiques » (Collectif italien « Etre exploitées »).

**Nicole Duparc**

## Pugilat pétrolier

M. Yamani, ministre saoudien du pétrole, n'a pas voulu augmenter le prix du pétrole. C'est bien dommage et l'augmentation de 5 % à laquelle il a finalement consenti est bien faible. Ce n'est ni dans son intérêt, ni dans le nôtre. Il serait beaucoup plus salubre de faire augmenter le prix de l'or noir à date fixe et par bonds exponentiels. Cela donnerait une certaine motivation pour, primo, essayer d'utiliser rationnellement l'énergie et, deuxièmement, trouver des méthodes de production raisonnables sur la base de ressources renouvelables (ce qui exclut catégoriquement le nucléaire).

Pour l'heure, nos politiciens et économistes ont des démangeaisons parce que les augmentations du prix du pétrole risquent d'affaiblir l'économie occidentale. C'est le seul critère qu'ils connaissent. C'est leur tabou. On n'a pas le droit de mettre en doute que l'économie doit rester forte, prospère. Pas plus, du reste, que de mettre en doute l'armée qui doit rester forte, prospère, etc... Pourtant, l'une et l'autre sont très certainement condamnées à péricliter à plus ou moins brève échéance. C'est

## Mariage réussi

Le mariage du « Berner Zeitung » (Langnau) et des « Tages-Nachrichten (Münsingen), le premier fondé il y a cent trente-trois ans sous le nom d'« Emmenthaler Blatt » et le second il y a nonante-trois ans sous le nom d'« Emmenthaler Nachrichten », paraît être une réussite au vu des premiers numéros du nouveau titre « Berner Nachrichten ».

En fait, le « Berner Zeitung » avait absorbé il y a quatre ans le journal du PAB, « Neue Berner Zeitung ». Le nouveau titre rappelle un journal aussi disparu il y a quelques années, celui des catholiques de la ville de Berne, « Neue Berner Nachrichten ». Ce sont autant d'éléments qui sont à prendre en considération dans un canton qui se

pratiquement inéluctable, si l'humanité décide de continuer à exister (et tout à fait certain dans le cas contraire). L'économie actuelle devra être remplacée par une économie de survie, équilibrée à long terme, probablement bien plus régionalisée que maintenant. L'argent jouera un rôle moins grand et toutes les activités spéculatives qui représentent une part importante de notre si belle économie actuelle devront disparaître. Il n'y a, par ailleurs, aucune activité militaire qui ait une signification quelconque dans une société en équilibre. Bien sûr, on pourrait ne pas tendre vers une société équilibrée. Mais avons-nous le choix ? On peut se livrer à un pugilat autour du pétrole, puis à un deuxième autour du nucléaire. Cela va d'ailleurs de pair avec les désirs d'expansion perpétuelle qui se manifestent encore aujourd'hui. Les chances que ça finisse autrement que par un grand patatras sont presque nulles. On peut essayer, à long terme, de vivre selon nos moyens. C'est peut-être moins exaltant pour ceux qui se sentent des vocations d'Onassis ou de traîneurs de sabre. Mais pour nos descendants, ce choix est le seul possible.

**P. Lehmann**

méfie un peu des innovations. Et quand le journal réussit à établir un équilibre entre les nouvelles générales et les nouvelles locales, un peu à la manière de « 24 Heures » ou du « Tages-Anzeiger », on ose prévoir que le mariage de deux entreprises, saines, sera une réussite.

Où va se faire l'expansion ? Certains prévoient en premier lieu le Seeland et Bienne où la quasi-monopole du « Bieler Tagblatt » ne plaît pas à beaucoup de monde.

Il sera intéressant de suivre le développement de ce journal bernois, fruit de la fusion de deux entreprises d'égale importance, et parallèlement bien sûr celle du futur quotidien bâlois « Basler Zeitung ». Un fait est certain : l'abréviation « BN » ne signifiera plus « Basler Nachrichten » mais « Berner Nachrichten » !

## Mouvements de quartiers : les nouveaux militants

Campagne Masset, Jonction (DP 387 et 388), cèdre des Eaux-Vives, ancienne école d'horticulture, les Grottes, Carouge, et la liste s'allonge sans cesse, les quartiers s'éveillent pour défendre, là un nouvel immeuble promis à la démolition, ici un espace vert sur lequel un immeuble administratif doit être construit. Et si à Genève, canton urbain, la tendance est plus nette, pour la Suisse romande, qu'ailleurs, la même évolution se dessine partout, dans notre pays comme à l'étranger. Le mot « réveil » serait plus exact pour cerner ce phénomène, car au début des années septante l'extrême-gauche, alors au sommet de sa force, avait senti combien était prometteur le combat mené dans les quartiers pour l'aménagement urbain. Les différentes opérations menées à l'époque s'étaient cependant conclues de manière assez décevante : le simple habitant, mobilisé pour défendre le quartier auquel il était attaché, était déconcerté, voire repoussé par les slogans et les cadres très abstraits, très politisés dans lesquels on voulait mener l'action. Quant au gauchiste, désillusionné et amer, il ne voyait jamais surgir le révolutionnaire aguerri de la dépouille du brave homme, de la brave femme militant pour la survie d'un sapin. Le malentendu était profond, l'échec inévitable et la déception vive de part et d'autre.

### Gouverner sa propre vie

Désormais la rencontre a lieu entre quelques personnes, désireuses de permettre à chacun d'exercer de manière concrète le gouvernement sur sa propre vie, et les habitants dans leur quartier menacé à la fois par la spéculation et par le gros bon sens des politiciens.

Au cœur de chaque mouvement, une poignée de militants de toutes origines politiques et parfois sans la moindre expérience. L'appartenance à un parti est rare et souvent secondaire. La plupart

ont entre trente et quarante ans. Les hommes sont cadres moyens, les femmes, plus nombreuses que dans une association classique, sont la plupart du temps ménagères.

Autour de ce noyau se constitue le premier cercle de militants : une dizaine, voire une vingtaine, qui estiment que le combat à mener vaut les quelques heures que l'on y consacre : collecte de signatures, distribution de tracts, collages d'affiches. A ce niveau, les femmes, et parmi elles les ménagères, sont encore plus nombreuses. L'affaire est alors entendue : le quartier entier fera chorus.

Les mouvements que chacun a eu l'occasion, au moins une fois, de voir à l'action, se développent sur deux plans : avec les habitants du quartier, et face aux autorités politiques qui, elles, détiennent traditionnellement la solution du problème.

### Le courant

Pour la population, la nature des objectifs est essentielle. Ils se sont chaque fois imposés d'eux-mêmes, par leur urgence et leur aspect essentiel : espace vert, défense d'un arbre symbolique. Le langage simple et efficace des premiers tracts, des premières affiches, est crédible, les moyens proposés le sont également. Au long de chaque campagne, l'information et le courant passent dans les deux sens, entre les militants et la population du quartier.

A ses débuts, le mouvement de la campagne Masset ne recherchait qu'une solution à la traversée d'une route particulièrement dangereuse. C'est de la première assemblée que jaillit la revendication pour une promenade publique.

### La formation

L'entreprise une fois engagée suscite des militants et représente une occasion de formation. Le groupe de l'ancienne école d'horticulture raconte avec humour les auditions devant les commissions parlementaires : dans la salle d'attente, les néophytes de la délégation répétaient, mouillés de

sueur, les arguments qu'ils avaient préparés...

Efficaces dans la mobilisation populaire, les mouvements de quartier le sont tout autant dans le maquis de la procédure administrative et parlementaire. Leurs militants connaissent les règlements, les délais d'opposition et réussissent à imposer leur voix dans le jeu déconcertant des commissions.

### Contrôle immédiat

Inutile de vouloir les arrêter avec le paresseux et très administratif « Je vous comprends, mais ce n'est pas possible », ou de les satisfaire avec des vœux pies ou des motions. Chaque prise de position officielle, chaque décision, sont aussitôt répercutées dans le quartier.

La presse genevoise, une fois convaincue de l'importance et de la force du mouvement, se fait l'écho de ses revendications et présente de manière impartiale les points de vue opposés. Avec les partis, les hommes publics, la liaison se révèle plus difficile : on n'aime pas appuyer des projets dont on n'a pas eu l'initiative, ou — ce qui est pire — renverser la vapeur devant un projet que l'on avait un peu trop rapidement approuvé. Les gouvernements admettent difficilement ces modifications des champs de forces qu'implique la mobilisation d'un quartier, même quand cela va dans le sens de leurs idées. On préfère des adversaires connus à des alliés imprévus. Avec le temps, chacun parvient à découvrir un relais parlementaire, qui un député — pour la campagne Masset, ce sera un communiste —, qui un conseiller municipal — pour l'ancienne école d'horticulture, ce sera un socialiste —, ou ce qui est mieux, obtient l'appui des organisations de quartier, comme à la Jonction.

Organisation pragmatique de revendication et de formation, le mouvement de quartier doit réussir pour survivre. Cette découverte du pouvoir par le bas, cette politique de la « base » ne peut se nourrir de grands principes, de grandes déclarations, même pas de grands besoins. Désabusés

vis-à-vis de l'action politique traditionnelle, dépossédés par les grands systèmes économiques, immobiliers, les membres des mouvements de quartiers ont besoin pour s'engager de faire l'expérience de leur propre efficacité, d'un pouvoir, aussi minime soit-il, sur leur environnement direct.

Tout succès renforce cette prise de conscience, dans le mouvement en cause et dans les autres (effet boule de neige). Ainsi les 50 000 mètres carrés de parc public obtenus sur le terrain de l'ancienne école d'horticulture ont stimulé les autres mouvements. D'où l'importance du choix d'un objectif possible (même si c'est en modifiant les règles du jeu connues).

#### **Taux variable d'activité**

On touche ici à un aspect beaucoup plus déconcertant de ces mouvements, au moins pour qui est habitué à un engagement politique permanent. Dans le temps, l'activité de l'association peut être très variable : à des périodes de mobilisation intense et générale succéderont, une fois le résultat acquis, des périodes de relâche, dans le meilleur des cas d'action parcellaire, de réflexion. Inutile de fabriquer des mécontentements factices ! L'idéal est d'avoir, comme à la Jonction, une maison de quartier qui sert de position de repli et d'attente.

#### **Sans délégation de pouvoir**

Est-ce là la nouvelle forme d'action publique, adaptée à notre temps ? A côté des organisations envisageant les problèmes d'un point de vue global et forcément un peu abstrait, la preuve est faite en tout cas que l'accent peut être mis sur des équipes préoccupées de problèmes concrets et désireuses d'en contrôler la solution elles-mêmes, et sans délégation de pouvoir.

---

**Avis aux amateurs : notre opération « abonnement-cadeau » se poursuit jusqu'au 31 janvier, dernier délai. N'avez-vous oublié personne ?**

## **Centrales nucléaires : qui surveille qui ?**

Les Forces motrices bernoises sont inquiètes, et avec elles toutes les compagnies d'électricité qui projettent la construction d'une centrale nucléaire. Le projet d'arrêté fédéral actuellement en consultation, qui doit compléter la loi désuète en vigueur prévoit en effet une clause de besoin; le parlement ou le Conseil fédéral — l'organe est encore à déterminer — ne délivrera des concessions nouvelles que s'il l'estime nécessaire; jusqu'à présent l'administration a l'obligation de donner son feu vert si les conditions techniques et de sécurité sont remplies.

L'autorisation de site a été accordée pour la centrale de Graben dans le canton de Berne; l'autorisation de construire devrait suivre dans le courant de cette année et les travaux pourraient commencer au début de 1978. Mais il est probable que les projets pour lesquels des autorisations partielles ont déjà été données soient soumis au nouvel arrêté.

On comprend l'émoi des promoteurs de Graben qui contre-attaquent en révélant l'ampleur des investissements déjà consentis; jusqu'à la fin de 1976 144 millions de francs ont été dépensés dont 54 millions pour constituer des réserves d'uranium. Et cela avant même que le premier coup de pioche ait été donné, avant même que l'autorisation de construire ait été accordée !

Inutile de crier au scandale, d'accuser les sociétés d'électricité de vouloir forcer la main des pouvoirs publics; inutile également de préconiser la nationalisation de la production d'énergie — la plupart des sociétés régionales sont d'ailleurs contrôlées par le secteur public cantonal ou communal. Il est indéniable que la construction d'une centrale nucléaire ne s'improvise pas en quelques mois.

Au-delà des inconvénients liés à l'énergie nucléaire et qui sont maintenant bien connus — pollutions de toutes sortes, accident, déchets — n'y a-t-il pas un danger beaucoup plus grave même s'il est perçu avec moins d'acuité ? Une centrale nucléaire, pour reprendre un concept d'Illich, est un « méga-outil », un outil incontrôlable qui déploie des effets quelle que soit la volonté de ceux qui sont censés le maîtriser. On ne pense pas ici seulement aux effets directs sur l'environnement physique qui constitue malheureusement la seule matière première du débat sur le nucléaire; il s'agit surtout des effets sur notre manière de vivre, de la dépendance ainsi créée à l'égard d'une petite catégorie de spécialistes; de la logique développée par ce type d'outil — déjà les producteurs se voient contraints de promouvoir par voie publicitaire une consommation accrue d'énergie électrique. Il s'agit aussi des investissements énormes nécessaires pour mener à bien une telle entreprise et qui privent les collectivités de la possibilité d'un autre choix — on a suffisamment fait remarquer que la recherche en matière d'énergie solaire reste un parent pauvre.

Apparaît alors en pleine lumière le caractère dérisoire de la visite du Grand Conseil bernois à la centrale en activité de Mühleberg; les parlementaires salués comme la plus haute autorité du canton en tournée d'inspection, par le directeur des Forces motrices bernoises, n'ont en fait qu'une fonction, celle de légitimer une décision qu'ils n'ont pas prise, celle de donner un vernis démocratique à une logique qui s'oppose à toute participation démocratique.

Les journalistes ont parfois un sens involontaire du symbole; illustrant le commentaire de cette visite dans «Der Bund» du 12 novembre, la photographie d'un groupe de députés dans la cour de l'usine, derrière les hautes grilles de l'enceinte, sous l'œil vigilant d'un garde accompagné de son chien policier. Qui surveille qui ?

## POINT DE VUE

# Le plus-que-parfait du subjectif

Ah ! ils sont drôlement gonflés, au Hudson Institute !

Mais c'est probablement parce qu'ils ignorent la loi de Murphy, qui a la teneur suivante :

1. *Ce n'est jamais aussi facile qu'on le croit.*

2. *Tout prend plus de temps qu'on l'imagine.*

3. *Si quelque chose peut foirer, elle foirera.*

Et je remarque qu'en matière de futurologie à peu près tous nos raisonnements consistent à élaborer des arguments qui nous permettent de continuer tranquillement à croire à ce que nous croyons déjà. Il faut donc se méfier de la futurologie comme de la peste et de l'administration.

Mais enfin, tout ceci ne devrait pas vous empêcher de lire ce superbe « Scénario pour deux cents ans » (Ed. Albin Michel) que M. Kahn et son équipe de jongleurs du Hudson Institute viennent de publier. Oui, il faut s'intéresser à l'avenir, ne serait-ce que parce que nous y passerons le reste de nos vies.

En attendant la suite et la fin de cette étude — en attendant donc d'en pouvoir parler intelligemment — il n'est pas interdit de porter quelques jugements lapidaires et définitifs sur son contenu.

Tout d'abord, elle suit la première règle du genre : à savoir qu'en racontant n'importe quoi et son contraire, il est possible de dire des choses parfaitement justes auxquelles on peut, par la suite se référer en proclamant : « Ben, mon gaillard, je l'avait bien dit ! ». Cette méthode est très utilisée par les futurologues, les économistes, les politiciens et autres incompetents du même genre.

La seconde règle est également scrupuleusement respectée : elle consiste à fournir les

réponses avant d'avoir formulé les questions. Cette règle est la conséquence du fait que nous vivons à une *époque de transition* — qui a commencé avec Adam et Eve — caractérisée aujourd'hui par des changements *profonds et rapides*, si rapides que le futur a à peine le temps de se produire qu'il est déjà dépassé.

Nous avons en permanence les deux pieds dans le futur. Mais nous n'avons jamais été moins certains de ce que nous attend.

Cette situation tout à fait paradoxale est superbement maîtrisée par les gens du Hudson Institute qui déclarent, en substance et par exemple : évidemment, il vaudrait mieux éviter une guerre nucléaire parce qu'elle remettrait pas mal de choses en question.

On ne peut qu'être frappé par la cohérence et la force d'une telle affirmation, bien propre par ailleurs à nous foutre la trouille.

Pour le reste, il y a matière à discussion : les auteurs savent parfaitement que nous réagissons plus aux fictions qu'aux réalités et que nous fabriquons les fictions auxquelles nous allons réagir. C'est la fameuse méthode Coué, augmentée de « l'effet placebo » et d'un sage conseil du type : « Un frigo marche mieux si on met la prise ».

Bref, je n'ai en somme qu'un reproche à faire à M. Kahn et à ses futurologues : je trouve que deux cents ans est une durée bien courte, affreusement courte. Un vrai pet de lapin. A peine le temps pour un chêne de prendre un peu de prestance et pour un sequoia de pousser quelques branches. Ce n'est pas sérieux.

Réfléchissez un peu, monsieur Kahn : quelle est, en futurologie, la base de temps minimale, la seule qui permette une approche globale, la seule intéressante, quoi ?

Allez, je vous donne la réponse !

C'est l'éternité.

**Gil Stauffer**

## LE CARNET DE JEANLOUIS CORNUZ

# Informations

Cincera-Mac Carthy.

Peut-être ses « clients » ont-ils plus à se plaindre de lui que ses victimes. Car, de par la nature même de ces entreprises de « renseignements », de par la nature même de ceux qui s'y livrent (qui distinguent quelquefois malaisément leur main droite de leur main gauche et ne savent littéralement pas de quoi ils parlent), il y a fort à parier que les fiches établies par le vaillant lieutenant-colonel étaient bourrées d'erreurs, de bourdes, de confusions en tous genres, etc.

Je me souviens du procès intenté à André Bonnard.

Que la police fédérale confondait allégrement avec René Bovard (Bonnard... Bovard... : voilà qui démontrait en tout cas que dans une certaine mesure les policiers savaient lire, tant bien que mal *déchiffrer...*).

Comme elle confondait le leader du Parti du Travail Léon Nicole avec l'un des avocats de la défense, Me Nicolet ! Surprise de Me Nicolet en se voyant désigné comme secrétaire, ou président, du POP dans le dossier qu'il compulse en vue du procès. « Je vous serais reconnaissant, dira-t-il au procureur Corbaz, la prochaine fois que vous me nommerez secrétaire (ou président) du Parti du Travail, de bien vouloir m'avertir — que je puisse au moins assister aux séances ! »

Or quand ce n'est plus de la police fédérale qu'il s'agit, mais d'une officine dans le genre de celle de Cincera... !

J'ai eu un ami, critique d'art, qui rédigea dans les années cinquante un article consacré à l'exposition « Rythmes et Couleurs », ceci à la demande du conservateur du Musée cantonal, qui en avait besoin pour satisfaire à la demande de petits journaux, ne disposant pas de critique attitré, mais désireux toutefois de signaler l'exposition à leurs lecteurs. Et donc l'article parut entre autres dans un journal de gauche — était-ce la « Voix ou-

rière » ? — ce qui valut à mon ami de se voir dénoncer par le Cincera vaudois des années cinquante, qui publiait alors un « Bulletin national d'informations », comme un dangereux « crypto-communiste » !

J'ai eu un autre ami, qui choqué par les accusations qu'André Bonnard avait portées contre les Etats-Unis dans la revue « Rencontre » (à propos de la guerre de Corée et des armes bactériologiques) entreprit de répondre de sa plus belle plume dans une « lettre ouverte » où il s'efforçait de réfuter point par point le réquisitoire-lettre qui parut dans le suivant numéro de « Rencontre » et lui valut aussi d'être accusé de « crypto-communisme » par des hommes qui savaient assez lire pour déchiffrer son nom au sommaire d'une revue de gauche, mais pas suffisamment pour prendre connaissance de ce qu'il avait écrit !

J'aurais d'autres exemples...

## Publicitas en marche

Chacun sait, depuis la publication du rapport de la Commission des cartels sur le marché des annonces (1971), que Publicitas détient une participation minoritaire dans l'agence Orell Füssli et une participation majoritaire dans l'agence Mosse. Orell Füssli pour son compte dispose d'une participation minoritaire dans l'agence Mosse.

Or diverses informations parues dans la presse publicitaire permettent de se demander si Publicitas ne renforce pas sa position, déjà dominante, sur le marché publicitaire suisse.

Les faits : le directeur général d'Orell Füssli, M. Günter Piontek, quarante-sept ans, se retirera lors de la prochaine assemblée des actionnaires d'OFA, le 26 avril. Il sera remplacé par M. Ernst Feldmann, formé chez Publicitas, et depuis quelques années chez Mosse; et dans cette dernière entreprise, c'est un homme de Publicitas qui reprend la direction, M. Urs Mettler... Publicitas n'est pas près de passer la main.

Me paraît encore plus inquiétante l'attitude de dix-huit professeurs bernois, qui ont écrit à l'« Oberbürgermeister » de la ville de Mannheim une lettre ouverte (cf. le mensuel « Zytglogge » de décembre 1976, qui rapporte le fait), pour protester contre l'attribution d'un prix du meilleur film documentaire à Richard Dindo et à Niklaus Meienberg (auteur des « Reportagen aus der Schweiz ») pour leur film : « Die Erschiessung des Landesverrätters Ernst S. » (L'exécution du traître à la patrie Ernst S.) Lettre ouverte écrite dans le dessein plus ou moins avoué de faire en sorte que le film ne reçoive pas la « prime à la qualité » que décerne la Confédération pour soutenir le cinéma suisse...

« *Quo usque tandem, Cincera, abutere patientia nostra ?* »

J. C.

## Portrait robot

L'Agence télégraphique suisse (ATS) a publié le portrait-robot des fonctionnaires de la Confédération classés dans les catégories supérieures. Chacun a pu lire l'information dans son quotidien habituel. Les titres de quelques journaux :

— « Tribune-Le Matin » : cinquante-deux ans, universitaire, protestant et alémanique.

— « Journal de Genève » et « Gazette de Lausanne » : Tel est le « type » du fonctionnaire supérieur à Berne : cinquante ans, universitaire, protestant et alémanique.

— « 24 Heures » : Protestants et Bernois surreprésentés.

— « Blick » : Les catholiques à l'attaque ? (Katholiken im Angriff ?).

— « TW » et les journaux socialistes affiliés à son service suisse : Les « Messieurs de Berne » : les fonctionnaires supérieurs sous la loupe, un fonctionnaire sur quatre est un Bernois (Die « Herren von Bern » : Chefbeamte unter der Lupe — Jeder vierte Spitzenbeamte ist ein Berner).

## Faut-il en rire ?

M. Eugène Claret, expert aux examens civiques des recrues, a publié en 1975 une brochure sur « Les partis politiques en Suisse » (Editions Delta, Vevey). Dans l'introduction, l'auteur précise que sa « brochure voudrait combler une lacune tout en demeurant modeste ». C'est louable, car effectivement il existe peu de publications en français sur le sujet. Malheureusement certaines affirmations ne devraient pas satisfaire tous les intéressés. Quelques exemples. Nous citons l'auteur :

— Il (le Parti radical-démocratique, n.d.l.r) inspire, dans les universités, les sections d'étudiants Zofingue et Helvétia.

— Le Parti socialiste suisse contrôle et patronne la plus grande organisation syndicale du pays avec laquelle il a toujours eu partie liée : l'Union syndicale suisse.

— Le PS patronne le groupement des étudiants Stella.

— Ses organes de presse sont :

.....

VD : « Domaine public », hebdom.;

.....

— Le Parti libéral (...) se recrute dans les vieilles familles patriciennes et protestantes, surtout dans les cantons de NE, BS, VD.

— Le Parti évangélique. Veut faire une politique chrétienne basée sur l'Evangile. Inspiration plutôt protestante.

## L'ennemi

— Le Parti du Travail... Renchérit encore les buts du Parti socialiste... Ne recule pas devant les moyens violents et le noyautage des divers milieux : travailleurs, étudiants, armée.

— L'Action nationale et le Parti républicain. James Schwarzenbach fonde l'Action nationale dont le but le plus apparent sera la lutte contre « l'emprise étrangère » en Suisse. Schématiser, d'accord à la rigueur, mais à ce point ?

## Sociétés étrangères en Suisse: l'aimant zurichois

La Revue commerciale et financière suisse (alias « Schweiz. Handelszeitung ») vient de publier les résultats de son recensement annuel des filiales suisses de sociétés et groupes ayant leur siège à l'étranger.

Si l'effectif recensé a de nouveau quelque peu progressé (238 firmes contre 215 et 180 sur les listes précédentes), le recul est manifeste sur le plan de l'information: 35 % seulement des sociétés interrogées ont indiqué le montant de leurs ventes en Suisse, contre encore 42 % l'an dernier. Il faut dire que les chiffres d'affaires n'ont guère progressé en 1975, et que, sauf rares exceptions, les sociétés des trois principales branches « étrangères » de notre économie (pétrole, automobile et informatique) ont vu leurs ventes diminuer sensiblement. Malgré cela, et comme il fallait s'y attendre, les filiales de groupes américains se sont montrées une fois de plus les moins réticentes à renseigner sur la marche de leurs affaires.

Le rythme des implantations nouvelles en Suisse semble s'être ralenti: une douzaine à peine des sociétés recensées ont commencé leurs activités dans notre pays depuis 1970. Mais, en choisissant

leur domicile en Suisse, elles n'ont pas manqué de venir renforcer encore le pôle zurichois: plus de la moitié des sociétés étrangères implantées en Suisse le sont dans la ville ou les environs immédiats de Zurich, — les autres points de chute se situant dans le centre de la Suisse (Lucerne à cause de la réputation et Zoug pour le fisc) et dans la région de Bâle (sociétés commerciales). Pour la Suisse romande, seules Bienne et Genève semblent entrer en considération aux yeux des planificateurs du développement travaillant à New York, Londres, Düsseldorf, Paris ou Stockholm. Certes, avec leur politique sociale d'autant plus brutale qu'elle est téléguidée de plus loin, les sociétés étrangères ne constituent pas les employeuses idéales. Mais si leur implantation ne représente pas forcément une bénédiction, une juste politique industrielle n'en devrait pas moins veiller à une dispersion plus équitable. Au lieu de cela, on laisse faire, comme si la liberté du commerce et de l'industrie pouvait conduire à autre chose qu'à la concentration, — urbaine, démographique, économique et financière.

### DANS LES KIOSQUES

## Classement bouleversé

La capitalisation boursière des principales entreprises suisses a permis, une fois de plus, à « Finanz und Wirtschaft » (99) d'établir son classement de fin d'année. Les cinq grands sont cette fois dans l'ordre: Nestlé (1975: 2e), Union de Banques Suisses (4e), Hoffmann-La Roche (1re), Société de Banque Suisse (3e) et Crédit Suisse (6e). Le rang d'Oerlikon-Bührle, Brown Boveri, Sulzer, Swissair, Banca della Svizzera Italiana, Banca del Gottardo et Landis & Gyr s'est amélioré, celui de Ciba-Geigy, Alusuisse, Réassurance, Zurich Assurances, Banque Populaire Suisse,

Winterthour Assurances, Elektrowatt, Holderbank, Jelvoli, Atel, Bank Leu et Pirelli a baissé, enfin Sandoz a maintenu son septième rang.

— Une transformation de la « Gazzetta Ticinese » est effectivement en cours. Ce petit quotidien tessinois, le plus ancien du canton, cherche des traducteurs français-italien et allemand-italien, il cherche aussi un grand bureau, avec vue sur le lac, et une secrétaire d'administration et enfin, dans une annonce d'une demi-page, cette gazette rappelle qu'elle informe depuis le temps de Napoléon, qu'elle a affronté toutes les batailles libérales et civiques du Tessin, qu'elle n'a jamais été « totalitaire » et qu'elle ne sera jamais marxiste, qu'elle aura prochainement plus de pages avec une formule renouvelée, enfin que c'est un journal d'opi-

nion d'inspiration libérale pour le Tessin et les Tessinois, qu'elle défend la culture suisse et l'esprit de l'Europe, avec le sport pour tous... « Ayez confiance, elle ne vous trahira jamais. C'est le plus vieux quotidien du Tessin ». Vraiment, c'est une opération à suivre dans un petit canton qui compte six quotidiens et où la presse italienne est diffusée abondamment.

— Le premier tirage du recueil de documents du « Demokratisches Manifest » consacré au dossier Cincera a été épuisé en deux jours (3000 exemplaires) et un deuxième tirage vient d'être effectué. La rédaction et la production a été le fait des organes suivants: « Echo von Pfannenstiel », « Focus », « Konzept », « Leserzeitung », « Limmatverlag Zürich », « Eco-Verlag Zürich », « Ropress », « Telephon-Ziitig », « Zeitdienst ».

## Peuple suisse

Dormons dans la douleur  
Dormons dans le tombeau  
des espérances nulles  
Dormons sur toute pierre

Ici dans cette Suisse  
aux yeux morts sous les fleurs  
on ne peut pas parler  
ou plutôt si on parle

nul n'entend Et c'est mieux  
O peuple sans regard  
sans oreilles pour l'âme  
Peuple suisse pour qui

l'argent est le Sésame

Georges Haldas